23ème Année - Num. 17 SPEDIZIONE IN ABBONAMENTO POSTALE (Secondo gruppo - 70%) Le Num. L. 80 - 17 Septembre 1975

# Le Peuple Valdôtain

Organe du Mouvement de l'Union Valdôtaine pour la défense de la minorité ethnique et linguistique valdôtaine

M. Joseph
Rivoli
Rue Turin
AOSTE

# LE COMITE' CENTRAL ET L'ASSEMBLEE GENERALE

*Réunions du Comité Central et de l'Assemblée Générale.*

*Samedi 6 et dimanche 7 septembre 1975 se sont réunis le Comité Central et l'Assemblée Générale de l'Union Valdôtaine.*

*Après la relation introductive du président du Mouvement, M. Joseph-César Perrin, les membres de ces deux organes ont longuement débattu la situation politique actuelle et fait une analyse approfondie des différentes forces politiques présentes en Vallée d'Aoste, ainsi que des rapports de celles-ci avec les mouvements autonomistes qui adhèrent à la Fédération Régionaliste.*

*Au bout du débat l'Assemblée Générale a voté à l'unanimité la motion suivante:*

## *MOTION SUR LA SITUATION POLITIQUE*

**O.d.j. approuvé à l'unanimité lors de l'Assemblée générale de l'U.V. du 7 septembre 1975**

**L'A.G. de l'U.V. réunie à Gressan le 7 septembre 1975, après avoir amplement débattu la situation politique actuelle, à l'unanimité,**

**prenant acte**

**avec vive satisfaction du bon travail accompli par M. le Président Mario Andrione et par sa Junte pour la solution de nombreux problèmes, solutions qui ont toujours été envisagées et résolues selon l'optique valdôtaine;**

**constatant**

**que pour les engagements à son temps pris par M. le Président Andrione il est nécessaire de procéder à la formation d'une Junte organique**

**exprimant**

**son remerciement aux forces politiques qui, pendant ces mois, ont soutenu loyalement la junte régionaliste;**

**souhaitent**

**que l'on puisse arriver dans le plus bref délai possible à la formation d'une nouvelle junte qui groupe autour des Mouvements de la Fédération Régionaliste des partis soucieux du bien être de la Vallée d'Aoste.**

**A cet égard,**

**donne mandat**

**au Comité Exécutif et à la Commission politique de rechercher une solution qui donnant à la Junte l'assurance de continuité et stabilité politiques pendant cette législature, garantisse la pleine application du programme du Mouvement et assure le progrès économique, social et culturel de l'Ethnie Valdôtaine;**

**se réserve**

**de ratifier ou de repousser l'eventuel accord qui sera négocié par le Comité Exécutif et la Commission politique.**

*Après la votation de cette motion M. le Président, parlant du réveil ethnique qui se manifeste dans le monde auquel notre Mouvement ne peut pas être insensible a proposé une motion. Celle-ci, montrant la voie choisie par l'U.V. pour l'émancipation et la libération des peuples et des ethnies minoritaires, affirme la solidarité de notre Mouvement à leur égard.*

## *MOTION DE SOLIDARITE ETHNIQUE*

**Le Comité Central de l'U.V. réuni à Saint-Martin de Corléans le 6 septembre 1975 et l'Assemblée Générale de l'U.V. réunie à Gressan le 7 septembre,**

**convaincus**

**que la crise globale de civilisation que le monde traverse ne peut être surmontée que par une solution globale dépassant le néo-capitalisme d'un côté et les différentes formes de totalitarisme de l'autre;**

**affirment**

**que cette solution ne peut être assurée que par la doctrine du fédéralisme intégral, la seule qui puisse résoudre les multiples problèmes sociaux, économiques, politiques et culturels dans le plein épanouissement de la personnalité humaine;**

**expriment**

**leur ferme volonté de poursuivre leur action pour la création d'une Europe Unie Fédéraliste des Régions pour l'émancipation de toutes les nations minoritaires;**

**souhaitent**

**que les peuples minoritaires aujourd'hui divisés par des confins innaturels puissent enfin retrouver leur unité;**

**manifestent**

**leur contentement pour le réveil des minorités ethniques en acte dans le monde et en Europe tout spécialement;**

**déclarent**

**à cet égard, leur solidarité à toutes les ethnies opprimées qui en ce moment luttent pour leur libération et tout spécialement aux peuples corse et basque;**

**stigmatisent**

**la répression brutale conduite par le gouvernement fasciste espagnol contre la nation basque et la condamnation à mort prononcée par ce gouvernement contre deux militants basques;**

**demandent**

**que toutes les forces démocratiques s'unissent pour arrêter cette criminelle exécution capitale;**

**souhaitent**

**enfin que ces luttes puissent amener chaque peuple à la prise de conscience des ses valeurs originelles afin que l'union de celles-ci conduise à la réalisation d'une Europe unie dans la diversité et à la sauvegarde de la civilisation menacée.**

# LE PATOIS ET LE FRANCAIS

**Il est évident que je ne veux pas faire ici une dissertation savante de type linguistique. D'autres s'en sont chargés. Quant à moi, d'abord je ne suis pas un savant; ensuite je ne suis pas un linguiste; enfin, ce qui compte, dans les rapports patois/français, au-delà des considérations érudites, ce sont leurs implications politiques: ce qui est d'ailleurs bien clair à certains linguistes, introduits, si non intégrés, chez nous, jouant le rôle du sel et du poivre dans pas mal de salades culturelles.**

PAR

PIERRE GROSJACQUES

Je peux toutefois mentionner le fait que, parmi mes compatriotes, Edouard Bérard a mis en évidence l'étroite correspondance patois-français, mais ce digne chanoine, ayant écrit sa brochure quelques années avant la formulation des théories de G. I. Ascoli, n'avait évidemment pas eu le moyen d'en tenir compte.

Cependant un autre éminent valdôtain, Jules Brocherel, bien au courant, lui, des travaux de Ascoli en matière de franco-provençal, n'hésite pas à se ranger dans la ligne de Bérard (correspondance patois-français), même si son tempérament n'est pas aussi fougueux que celui de notre ecclésiastique, si bien qu'il démontre, dans ses conclusions, un certain conformisme politique, qui est loin de la fierté et de la lucidité des propos de Bérard.

J'ajouterai encore, en passant, et à titre tout à fait personnel, que les considérations de Ascoli (ainsi que celles de tel dialectologue plus près de nos jours, mais aussi loin que le premier de notre esprit) me paraissent porter surtout, si ce n'est uniquement, sur la morphologie de ce qu'il appelle le «Franco-Provençal», alors que j'aime à penser qu'il y ait une âme des langues, de même qu'André Siegfried, par exemple, parle de l'âme des peuples. Cette âme, ce génie, cet esprit, ainsi que Guy Héraud l'appelle, si mon souvenir est correct, est peut-être moins facilement définissable que le changement de son de telle syllabe tonique, mais il est, à mon sens, non moins important.

Or, de vouloir démontrer que le génie, l'esprit de nos parlers est différent de celui du français, poserait sans doute de fortes difficultés, à condition, bien sûr, de s'en tenir à des domaines et à des réalités où le rapport peut s'établir: je veux dire, au concret, par là, qu'un ouvrage de Rabelais, comme un roman de Marcel Aymé, nous appartient à part entière; alors qu'un livre que sais-je, d'Henri Troyat, s'il est loin de notre façon d'être, l'est également de celle de ces deux autres auteurs.

Aux faits, bon ou mauvais, à tort ou à raison, le français a toujours été le correspondant écrit de notre langue parlée, exactement de même que dans les autres régions de l'aire dite francophone. Ce qui signifie que nous avons de tous temps été un peuple parlant, bien sûr, notre patois, de même que les autres francophones parlent ou parlaient le leur, mais lisant, écrivant, priant, étudiant, plaidant et, le cas échéant, s'exprimant en français.

Or, si le terme de «minorité franco-provençale» peut être correct dans le sens strictement linguistique, voire dialectologique, du mot, cette dénomination ne l'est plus si elle s'applique à indiquer le peuple valdôtain, et encore moins si l'on veut - ainsi que nous le souhaiterions - lui attribuer une implication politique à l'égard de nos connationaux - dans le sens ethnique du mot, en attendant - de Savoie et de Suisse Romande.

Nous en sommes donc à nous demander ce qui a porté la population de langue française du Val d'Aoste à devenir la «minorité franco-provençale» dont il est question aujourd'hui, et si cela est positif, négatif ou encore indifférent pour notre peuple.

Sans remettre ici en cause les intérêts et les forces qui ont porté à la création de l'Etat Italien, je crois pouvoir affirmer, d'une manière générale, que ces forces n'ont pas été d'extraction populaire et que ces intérêts n'ont concerné qu'une très petite classe d'italiens: celle qui, justement, a joué le rôle déterminant dans la formation de l'Etat et dans son organisation centralisée.

Cette classe, porteuse d'une culture qui n'était pas toujours, à l'origine, italienne, mais qui a dû bientôt le devenir, a été amenée par son intérêt, donc par les implications de sa politique économique, à attribuer un rôle important à la culture proprement italienne, aux dépens des cultures locales. Autrement dit, cette classe d'italiens ayant, bien ou mal, bâti l'état dont elle avait besoin, a dû le douer d'une culture «nationale», dont le souci, paraissant notamment dans la littérature, de Manzoni à certains «Veristi» par exemple, d'habiller en italien des situations et des réalités qui étaient loin de l'être. Ainsi, destruction des cultures populaires, les seules existant en Italie chez le peuple au moment de l'unification, au profit de la culture, et de la langue, bien sûr, «nationales». Ce qui, abstraction faite de toute autre considération, répond tout de même à une logique: celle de l'état libéral centralisé.

Il pourrait ainsi paraître quelque peu étonnant que l'Etat Italien, au moment même où, par ses structures, il cherche à amoindrir les dialectes, ou langues populaires, avec la culture qu'ils expriment, semble s'en faire le défenseur en Vallée d'Aoste, en Vallée de Suse et chez les Vaudois. La contradiction n'est, bien sûr, qu'apparente.

Primo, la culture de ces peuples, de montagne, ne l'oublions pas, avait dépassé de longue date, au moment de leur annexion à l'Etat Italien, le niveau du langage parlé.

Secondo, la langue de ces peuples, dans son expression écrite, avait un rayonnement bien autre que celle de l'Etat: ce qui rendait énormément plus difficile leur assimilation et posait, comme condition préalable à cette assimilation, sa disparition.

Troisièmement, il paraissait, sans doute à bonne raison, moins difficile d'arriver à la suppression de la langue écrite, surtout lors qu'elle était aussi fortement enracinée que le français chez nous, par le truchement du langage parlé, - en marquant artificieusement leurs différences- plutôt que par l'imposition tout court d'une langue étrangère. Celle-ci se serait imposée «naturellement», au dessus et au lieu du patois, après le déclin de la première.

Il importe ici de souligner que les Valdôtains ne furent pas dupes, pendant longtemps, de cette politique, tellement que leur résistance à l'italianisation se fit au nom du français.

Il est grand temps de déclarer haut et clair que la légende, selon laquelle seule la bourgeoisie valdôtaine aurait senti la nécessité de défendre notre français, alors que cette défense n'aurait guère intéressé notre peuple, a la même origine que la politique de dénationalisation dont je viens de parler: l'intérêt économique d'une certaine classe d'italiens et leur haine souterraine à l'égard d'une culture qui les dépasse.

Il faudrait, si non, penser que les quelques huit mille chefs de famille valdôtains, qui ont signé la pétition en faveur du français, étaient tous des bourgeois. Il faudrait de même se dire que l'auteur

anonyme (très certainement Gramsci lui-même) de l'opuscule en français «Le Communiste en Vallée d'Aoste» de 1922 s'adressait aux bourgeois. Finalement il faudrait traiter de bourgeois ces dizaines de milliers de Valdôtains, lesquels, à la chute du fascisme, ont senti, comme première conséquence naturelle de ce fait, le désir, dirais-je même la nécessité, de s'exprimer en ce pauvre français que la colonisation italienne n'avait pas réussi à leur arracher tout à fait. Le fascisme n'avait pas suffi à détruire la conscience populaire que le français est notre langue.

Cependant il faut dire, avec la même clarté et aussi fermement, que l'interprète de cette istance populaire, istance profonde, naturelle, libératrice, s'est trouvé être la bourgeoisie, surtout celle de la ville d'Aoste. Or cette bourgeoisie, retranchée dans l'immobilisme de sa fonction parassitaire, tout en affichant le français comme symbole, au nom de ses intérêts, que nous appellerons mesquins pour ne pas sévir, par le rôle que elle a joué, *a trahi*, ni plus ni moins, l'aspiration du peuple.

Les élans populaires valdôtains ont de tous temps vu leur charge libératrice s'écraser contre la mesquinerie intéressée des bourgeois de la ville. Mais cette bourgeoisie parlait français et, surtout, elle déclarait, ne fut-ce que dans ses paroles, vouloir défendre le français. De là à identifier français, défense du français, fonction du français, avec l'ignoble conduite politique des bourgeois qui ont tenu le gouvernail de notre bateau, avant, pendant et après le fascisme, le pas était court et les partisans, intéressés ou simplement ingénus, de la colonisation italienne se sont roués sur cette aubaine.

Et voilà que la chanson du «patois oui» et du «français non» refait son apparition: et là nous voyons la belle unanimité des partis italiens, des communistes aux fascistes.

Mais encore une fois cette chanson n'endort pas les valdôtains: pendant que ce sont les italiens qui s'adonnent à ce genre de berceuses, cela, évidemment ne prend pas sur notre naturel et les effets en sont absolument risibles.

Les résultats changent cependant lorsqu'il se trouve que des valdôtains soient disposés à jouer cette musique, surtout du fait qu'ils ont l'air de se tourner contre les italiens et, du moins apparemment, ils ne résultent pas inspirés par eux.

Il serait inutile de nier qu'un certain nombre, surtout de jeunes gens, se rangent aujourd'hui autour des positions souhaitées par les italiens: les uns croient demeurer à la fois bons valdôtains en se déclarant pour le patois, et bons italiens, ne mettant pas en cause la langue de l'Etat; les autres, fort peu nombreux pour l'instant, pensent réaliser la libération de notre peuple par la langue populaire par excellence, le patois, et non pas par la mauvaise langue des méchants bourgeois, le français.

Ces derniers, inspirés par un prophète venant de loin, (d'ailleurs «nemo propheta in patria») se sont trouvés un peu embarassés face au fait qu'on les a poussés à remarquer comme le patois soit aussi «mauvais» que le français, si non plus encore, étant donné qu'il n'est, à l'origine, que la forme parlée du latin, celui-ci ayant été imposé par le fil de l'épée des legionnaires romains.

Il a donc fallu remonter plus loin et chercher la «bonne» langue, la langue libératrice, dans l'aurore de notre civilisation. Ce même prophète s'est chargé de la leur révéler - car il serait difficile d'appeler autrement que «révélation» de telles découvertes -: la véritable langue des valdôtains, de même que celle des autres habitants du pays des Alpes, est la langue des peuples préindoeuropéens qui peuplaient jadis ces régions. Or, comme la langue préindoeuropéenne qui subsiste encore aujourd'hui est le basque, il en résulte que la véritable langue des valdôtains, est le basque, que l'on appelle d'ailleurs, par une sorte de pudeur tout à fait justifiée, «garalditan»: un mot - faut-il le préciser? - bien basque.

Il est ainsi logique de nous attendre que les trois ou quatre adeptes de cette religion élargiront les confins de leur «Harpeitanya» (à l'origine régions parlant ou ayant parlé des langages franco-provençaux) et que, d'après la nouvelle dimension linguistique, ils l'étendront du Caucase à l'Atlantique.

En réalité tout cela est du bla-bla pseudoscientifique et nous n'en faisons état que par devoir de chronique.

Il est plus important, par contre, de remarquer comme la répression brutale n'ait pas réussi, par les reactions qui se déclanchaient naturellement, à obtenir les résultats que trente ans de colonisation plus souple, mais de combien plus efficace, ont obtenus.

Un jeune valdôtain du temps du fascisme, qui s'était vu empêcher l'apprentissage du français et en défendre l'emploi, n'avait, de ce fait même, aucune gêne de ne pas savoir bien s'exprimer en cette langue et pouvait tranquillement reconnaître dans le français la langue de son ethnie, qu'on essayait tout simplement de lui arracher.

Un jeune valdôtain d'aujourd'hui; pour qui le français est, en principe, langue officielle; qui a, toujours en principe, le moyen de l'apprendre; puisque, dans la pratique, - écrasé et submergé par la vague des mass-media entièrement italiens, endormi par une situation de fausse liberté - il ne le sait pas, a vite fait de se dire que le français n'est que la langue d'une oppression plus ancienne et de s'accomoder du patois, en déclarant ce dernier sa seule langue. N'ayant plus de raison officielle valable pour justifier son ignorance du français, stimulé à la fois par la propagande massive des italiens et par celle, moins lourdement oppressive, mais plus captivante, de ceux qui se déclarent valdôtains, il en arrive fatalement à cette conclusion. Laquelle lui permet, entre autre, de ne pas sentir de complexe vis-à-vis des francophones effectifs.

Il paraît de toute évidence que ces gens, heureusement peu nombreux pour l'instant, ne se rendent pas compte, imbus comme ils sont d'italianisation, que, sous prétexte de le défendre, ils privent, par là, leur peuple du moyen d'expression écrite et littéraire qui a toujours été le sien. Et le plus étonnant c'est qu'ils déclarent s'inspirer dans leur action des intérêts du peuple.

Il n'y a donc, à mon sens, qu'une conclusion à tirer de tout ce que je viens de dire: NOUS SOMMES UN PEUPLE DE LANGUE FRANÇAISE ancrée sur des patois franco-provençaux, de même que les Wallons, par exemple, sont un peuple de langue française parlant des dialectes wallons et picards.

Enfin ceci me paraît moins une définition qu'une condition: la condition, justement, qui nous est indispensable pour vivre en tant que peuple.

*Ce rapport a été communiqué à Saint-Nicolas le 5 juillet 1975, lors de la réunion organisée par l'«Istituto Universitario di Studi Europei di Torino» et le «Centre d'Etudes Franco-Provençales de Saint-Nicolas» et ayant pour thème: Introduzione allo studio franco-provenzale (ricapitolazione, aggiornamento, problematica).

ASSURANCES
*JEAN PIEROPAN*
*AGENT GENERAL*
COMPAGNIE TIRRENA
**ASSURANCES TOUT NATURE**
*(vie - incendies - accidents - auto - vols-risques agricoles - transports - risques divers - etc.)*
**Pour des renseignements**
**Prenez contact avec nous!**
*L'intérêt est réciproque.*
AOSTE — 31, Place E. Chanoux
Tél. 40.037

# SUCCES DU CYCLE SUR LE FEDERALISME

Vendredi 29 août s'est terminé le cycle de conférences sur le fédéralisme organisé par la Fédération Régionaliste des mouvements autonomistes valdôtains. Cette première série de quatre soirées a obtenu un succès beaucoup supérieur à ce que l'on pouvait croire. La participation massive et l'intérêt suscité, grâce aux choix des thèmes traités et aux brillants exposés des quatre orateurs, nous font réjouir et espérer.

Le but de ce cycle était celui de sensibiliser nos membres adhérents, nos sympathisants et la couche la plus large possible de population valdôtaine aux problèmes de la doctrine fédéraliste.

Trop souvent et trop de gens parlent, chez nous, de régionalisme et d'autonomie sans savoir exactement ce que ces principes signifient dans la réalité. Ainsi l'autonomie devient pour eux une simple décentralisation administrative. La vie d'une minorité ethnique au sein d'un Etat demande au contraire autre chose. Elle ne peut s'inscrire que dans une société fédéraliste et dans une Fédération Européenne. Trop souvent et trop de gens parlent aussi d'Europe Unie. Mais pour eux cette Europe n'est que la confédération des Etats actuels. Evidemment cette Europe ne nous convient pas, car elle, à l'égard des minorités ethniques, ne serait que la somme des erreurs et des défauts des différents centralismes étatiques d'aujourd'hui. Dans cette confédération les ethnies minoritaires non seulement ne seraient pas libérées, mais elles seraient définitivement écrasées. Et cela de façon particulière pour les ethnies qui chevauchent les actuels soi-disant «confins naturels» ou «sacri confini».

Quant à nous, contre le fédéralisme hamiltonien nous optons pour le fédéralisme intégral; contre l'Europe des Etats nous voulons l'Europe des Régions, naturelles et historiques. Pas de possibilité d'autonomie hors de cela.

Je tiens à remercier chaleureusement les conférencier et tout particulièrement M. Alexandre Marc et ses collaborateurs du Collège Universitaire d'Etudes Fédéralistes d'Aoste qui ont de très bon gré accepté de se mettre à notre disposition pour l'organisation de ce cycle.

Vendredi 1er août M. Guy Héraud a traité le thème LES PRINCIPES DU FEDERALISME illustrant de façon vivante et chaleureuse les fondements de la doctrine fédéraliste et montrant ses possibilités d'application aux minorités ethniques.

Le 8 août M. Jean Buchmann a fait une juste critique des actuels organismes communautaires européens qui n'ont absolument pas répondu aux exigences de la construction européenne. Dans son exposé, LE FEDERALISME EUROPEEN, il a aussi indiqué quelle est la vision fédéraliste à leur égard.

Après la pause de la mi-août, le cycle a recommencé par la conférence de Jean-E. Humblet, LES PROBLEMES REGIONALISTES EN EUROPE, tenue le 22 août. M. Humblet nous a entretenus sur la construction d'une Europe Fédérale optant résolument pour une Europe des Régions et montrant le rôle que celles-ci peuvent jouer pour une société à hauteur d'homme.

Enfin le 29 août M. Alexandre Marc - dont le premier contact avec la Vallée de Aoste remonte à il y a 50 ans - a clôturé ce cycle par son exposé LE FEDERALISME ECONOMIQUE ET SOCIAL. Erich Fromm dans son livre «Société aliénée et société saine» a dit: «L'homme est une unité dont les diverses parties et les activités sont inestricablement liées. Sa pensée ne peut être libre s'il ne jouit point de la liberté affective et émotionnelle, celle-ci ne pouvant être obtenue sans la libération économique et sociale.» Or, M. le professeur Marc nous a démontré que le fédéralisme intégral répond à ce besoin de libération intégrale, car cette doctrine ne vise pas seulement aux structures politiques, mais aussi à celles économiques et sociales. Son but final étant le plein épanouissement de la personne humaine, le fédéralisme promet en ce sens la démassification, la déprolétarisation et la libération de l'homme de la contrainte du salariat appelant chaque travailleur à la PARTICIPATION de la gestion des entreprises.

Les quatre conférences de ce cycle ont donc pleinement satisfait à notre attente et à nos croyances. Elles ont vu une participation grandissante de soirée en soirée. Une chose nous a frappé de façon toute particulière et rempli de joie: la présence des jeunes. En effet la majorité des présents était composée par des jeunes. C'est le signe évident qu'en Vallée d'Aoste ceux-ci ont compris de quel côté il faut se placer si l'on veut non pas seulement défendre, mais faire progresser notre peuple et le libérer des contraintes de l'aliénation économique, sociale et culturelle. Notre Fédération n'est pas le fief privé d'une caste d'hommes, comme cela arrive ailleurs. Elle s'est donnée, ou redonnée, une idéologie et une doctrine: pour cela elle sera vainquante et notre Ethnie avec elle.

Joseph-César PERRIN

## A TRAVERS LA VALLEE

### DEUILS

### GIGNOD

Nous avons le regret d'annoncer la mort de M.me Julienne Désandré, agée de 24 ans, décédée inopinément à cause d'un cancer.

Nous présentons nos condoléances émues à son mari Bionaz Fidèle.

### AOSTE

A l'âge de 78 ans est décédé M. Jean Garnach laissant dans la douleur son épouse Antoinette Garnach née Perron. A la veuve et à ses parents nos condoléances les plus sincères.

### MARIAGES

### POLLEIN

Nous annonçons le mariage de M. Charles Contoz, fils du Président de la Section, avec M.lle Graziella Favre, de Nus.

### JOVENCAN

Un nouveau foyer s'est formé à Jovençan. Il s'agit de celui de M. Piero Quendoz et de M.lle Ida Montrosset, fille de M. Ugo Montrosset, vice-président de notre Section et conseiller communal.

Le «Peuple Valdôtain» et l'Union Valdôtaine presentent leurs souhaits et leurs voeux les plus cordiaux à ces deux nouveaux foyers bien valdôtains.

### REMERCIEMENT

### SAINT-VINCENT

M. Attilio Favre, dirigeant de l'U.V. de St.-Vincent, vient de faire cadeau à sa section d'un drapeau. Un grand merci de la part de tous les Unionistes et tout particulièrement de ceux de St.-Vincent!

PARAISSANT DEUX FOIS PAR MOIS
Rédaction Administration et Publicité
au SIEGE de
L'UNION VALDOTAINE
29, rue Festaz - Tél. 41120 - 11100 Aoste
ABONNEMENTS
Ordinaire L. 1.500 - Etranger L. 2.500
Soutien L. 10.000

DIR. RESP. CHARLES FERINA
Enreg. Tribunal d'Aoste N. 5 du 28/10/1970
Imprimé par l'UNION VALDOTAINE
29, rue Festaz - Tél. 41120 - 11100 Aoste

SPEDIZIONE IN ABBONAMENTO POSTALE (Secondo gruppo - 70%)

# Le Peuple Valdôtain

Organe du Mouvement de l'Union Valdôtaine pour la défense de la minorité ethnique et linguistique valdôtaine

Supplemento al N. 17 del «Peuple Valdôtain» 23ème Année du 17 Septembre 1975 - Paraissant deux fois par mois - Spedizione in abbonamento postale (Secondo gruppo 70%) Dir. Resp. Emile Proment - Enreg. Tribunal d'Aoste N. 2 du 24.5.54 - Imprimé par l'U.V..

M. Rivolin Joseph
49, rue Turin
11100 AOSTE

## 3e Conférence des minorités ethniques de langue française

Les 16 et 17 avril 1971, à Genève, et les 5 et 6 octobre 1973, à Liège, se sont réunis respectivement la Première et la Deuxième Conférence des Minorités Ethniques de Langue Française, Le but de ces Conférences est de marquer et de réaffirmer la solidarité des peuples de langue française en vue d'accroître notre force culturelle, économique et politique à travers des contacts plus fréquents, l'échange de nos expériences, l'aide mutuelle dans la lutte commune.

La Troisième Conférence, qui sera organisée par notre Mouvement, se tiendra à Aoste les 10 - 11 et 12 octobre prochain selon le programme ci-joint. Elle verra la participation de nombreux délégués de nos Mouvements frères, notamment du:

RASSEMBLEMENT JURASSIEN dont le but est d'affranchir le Peuple jurassien de la domination bernoise, par la création d'un Canton du JURA au sein de la Confédération Helvétique. Ce but a déjà été partiellement atteint par les référendums du 23 juin 1974 et du 16 mars 1975.

MOUVEMENT NATIONAL DES QUEBECOIS qui défend avec opiniâtreté le maintien de la Langue et de la Culture française et l'extension de la Solidarité francophone.

WALLONIE LIBRE dont l'objectif est de créer un Etat wallon dans une Belgique rénovée, étroitement associé à la Francité et membre à part entière de la Communauté européenne.

Les Valdôtains devront marquer par leur présence la volonté de combat pour le maintien de leur personnalité et leurs droits et le désir d'autodétermination de notre peuple.

LE PRESIDENT
Joseph-César PERRIN

**AOSTE les 10 - 11 et 12 octobre**

*L'Union Valdôtaine vous invite à participer à la*

# 3e Conférence des minorités ethniques de langue française

**les 10, 11 et 12 octobre 1975, à Aoste**
**Salle des manifestations du Palais du Gouvernement régional, place Albert Deffeyes**

Jura

**Vendredi 10 octobre:**

20 h. 30 — conférence publique de M. Guy Héraud, professeur à l'université de Pau: «Vers une Europe des Ethnies et des Régions».

22 heures: — réunion libre des délégués, réception et première prise de contact.

**Samedi 11 octobre:**

Québec

9h. 9h. 30 — séance des commissions et mise au point des résolutions.

9 h. 30 — séance plénière des mouvements qui participent a la Conférence sous la présidence de M. Jean Pirotte, président du Comité permanent et de «Wallonie libre»;

a) discussion des résolutions préparées par le Comité permanent;

b) rapports des porte-parole des divers mouvements représentés;

c) discussion générale.

12 h. 30: — réception des délégations par les autorités valdôtaines et vin d'honneur.

Déjeuner libre.

Wallonie

15 heures: — conférence publique de M. Jacques-Yvan Morin, chef de l'opposition officielle à l'Assemblée nationale du Québec: «La nation québécoise, le fédéralisme et l'indépendance».

17 heures: — conférence de presse.

19 h. 30: — banquet officiel animé par des groupes folkloriques de la Vallée d'Aoste.*

**Dimanche 12 octobre:**

Journée libre. Visite de la ville d'Aoste et des environs.

Aoste

LE PRESIDENT
Joseph-César PERRIN

*Le banquet se tiendra au restaurant «Rendez-vous» de Châtillon. Le prix est de 6.000 lires. Ce qui désirent y participer doivent donner leur adhésion au Siège Central de l'U.V. (Tél. 41120) avant le 8 octobre.